

Care Revolution, décroissance et société solidaire

par Matthias Neumann, vendeur dans un supermarché et politologue, et Gabriele Winker, auteure de «Care Revolution. Schritte in eine solidarische Gesellschaft» (Bielefeld, 2015)

Avec la notion de «Care Revolution» ou «révolution du care», les militant·e·s s'engagent pour une «bonne vie», qui réponde aux besoins de toutes et tous, sans exception, et ne nuise pas aux autres. La «Care Revolution» place le travail du «care» au centre de l'analyse critique et de l'action politique. En effet, les êtres humains ont dès leur naissance besoin de l'aide des autres, sans laquelle ils ne pourraient survivre. La possibilité d'obtenir une aide concrète ou un soutien dans une situation difficile est un critère déterminant pour une «bonne vie». Cela vaut également lorsqu'on prend soin des autres, sans toutefois devoir faire de sacrifices.

Le travail du *care* est accompli par tout un chacun. Ce travail est en partie rémunéré lorsqu'il est effectué par des professionnels, par exemple les enseignant·e·s ou les infirmiers·ères. Toutefois, les soins sont généralement fournis gratuitement par les femmes au sein de la famille et ne sont souvent même pas considérés comme du travail.

Actuellement, un nombre de personnes toujours plus grand cherche un équilibre entre activité professionnelle rémunérée et travail du *care*, ce qui devient de plus en plus difficile. Ces personnes vivent avec la peur d'échouer face à ces exigences. Dans leur activité rémunérée, elles sont confrontées aux exigences des patrons demandant de plus de flexibilité, à une pression accrue et à des salaires trop bas pour subvenir à leurs besoins. À cela s'ajoute le fait que, pour des raisons financières, les prestations sociales (p.ex. dans les domaines de la formation ou de la santé) ne cessent de diminuer.

La révolution du *care* vise une société solidaire, c'est-à-dire une société radicalement démocratique, basée sur les besoins humains et les soins que nous nous prodiguons les uns aux autres. La maximisation des profits ne doit plus être placée au centre de l'action sociale et de l'activité économique.

Liens entre Care Revolution et décroissance

Sur le fond, la *Care Revolution* et la décroissance ont un point commun important: toutes deux visent une «bonne vie»². À première vue, on peut toutefois souligner une contradiction entre les deux mouvements. En effet, la décroissance met l'accent sur le *moins* – il s'agit d'utiliser moins de ressources tout en offrant une vie satisfaisante à tout·e·s –, alors que les acteur·rice·s de la *Care Revolution* insistent sur le *plus*: plus de temps à disposition, plus d'infrastructures de soutien social et plus de sécurité

«Il faut réfléchir à une structure de société pouvant répondre aux besoins humains du «care» tout en préservant les fondements écologiques de la vie humaine.»

Vers une société solidaire

C'est dans ce contexte que le réseau *Care Revolution* a été créé en 2014¹. Des initiatives de différents domaines sociaux, ayant chacune ses priorités politiques, y sont représentées: des proches aidants aux organisations de migrant·e·s, en passant par des groupes d'intérêts de personnes souffrant d'un handicap, des initiatives de parents, des syndicats actifs dans le domaine des soins et de l'éducation, des mouvements sociaux, des groupes de queer-féministes, et même la gauche radicale. Le réseau est principalement actif en Allemagne, mais quelques groupes sont également présents en Suisse et en Autriche.

En tant que réseau, nous voulons améliorer les conditions dans lesquelles le travail du *care* est effectué. Ce qui implique, dans un système capitaliste, d'assurer la subsistance de toutes et tous par un salaire minimum (dont le montant n'est pas ridicule) et un revenu de base inconditionnel. Grâce à la réduction du temps de travail, on libère du temps pour s'occuper de soi-même et des autres ainsi que pour s'engager sur le plan politique. Le développement d'infrastructures sociales gratuites et accessibles à tout·e·s, par exemple dans les domaines de l'éducation et de la santé, va aussi dans ce sens. Parallèlement, les réseaux d'entraide et les communaux nécessitent des ressources matérielles. Une redistribution des richesses permettrait de financer ces propositions. En outre, nous voulons que le travail du *care* échappe à la sphère marchande capitaliste. C'est seulement ainsi, avec un secteur public et des communaux démocratisés, qu'une autonomie totale dans le domaine du *care* est concevable.

matérielle sont des conditions indispensables pour améliorer la situation des travailleurs·ses du *care*.

L'union de ces deux objectifs présente un véritable intérêt au niveau politique. D'une part il s'agit de réduire tous les domaines qui sont destructeurs pour les êtres humains et les bases écologiques de la vie humaine, par exemple la production d'armes, les centrales à charbon ou la mobilité individuelle telle qu'elle est envisagée aujourd'hui. D'autre part il s'agit de favoriser la croissance dans les domaines nécessaires pour prendre soin de soi et des autres. Par conséquent, il faut développer des stratégies afin que la diminution du recours aux biens de consommation puisse aller de pair avec une augmentation de la sécurité matérielle et du soutien aux proches aidants et que la hausse des effectifs du personnel soignant et éducatif s'accompagne d'une réduction du temps de travail. De manière générale, il faut réfléchir à une structure de société pouvant répondre aux besoins humains du *care* tout en préservant les fondements écologiques de la vie humaine. Nous considérons qu'une telle société ne peut pas être une société capitaliste.

Traduit de l'allemand par Nicolas Fedrigo

¹ www.care-revolution.org

² En Allemagne, on commence à assister à des échanges entre les deux mouvements. Des «révolutionnaires du care» participent au projet «Décroissance en mouvement(s)» (www.de-growth.de/de/dib) et le Konzeptwerk Neue Ökonomie Leipzig, en tant que «projet de décroissance», est un partenaire du réseau Care Revolution.

«Il est temps que les gens des classes supérieures comprennent que ce qu'ils appellent «civilisation» et «culture» n'est qu'un moyen et une conséquence de cet état d'esclavage dans lequel l'immense majorité des travailleurs est maintenue par un petit nombre de gens oisifs.»

Léon Tolstoï, *Fin de siècle* (1905)